

L'Envol des Cigognes



La lettre aux adhérents et sympathisants du Grdr

L'EDITORIAL

Par Bernadette Thomas, membre du Conseil d'Administration



La féminisation des migrations est un phénomène mondial. La plus grande mobilité des femmes en provenance d'Afrique subsaharienne par rapport aux hommes se traduit-elle par une amélioration de la condition féminine ? Par un rééquilibrage tendant à l'égalité dans les rapports sociaux de genre ?

La décennie de la femme africaine lancée par l'Union africaine prendra fin en 2020. Sept domaines d'action ont été priorisés : éducation, politique, santé, accès aux ressources (terre, eau, technologie, crédit). Promouvoir l'autonomisation et les droits des femmes est certes une nécessité mais l'émancipation ne peut se limiter à l'indépendance économique et à la citoyenneté ; l'interaction étroite entre univers familial et professionnel fait aussi de la participation une affaire de parentalité, de reconnaissance de l'activité sociale et économique des femmes et de valorisation du travail domestique gratuit.

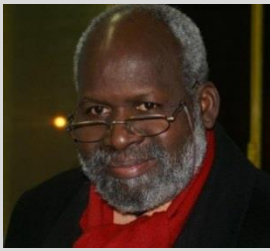
L'égalité femmes/hommes a beau être reconnue comme un enjeu de société, c'est sur le terrain, à travers les inégalités et les discriminations que se manifeste la domination masculine dans les rapports sociaux, au sein du monde du travail comme dans la sphère privée. Pour se libérer des conditionnements sociaux, encore faut-il en avoir les moyens ; c'est une affaire d'hommes et de femmes, au niveau individuel et collectif, mais aussi d'organisation des entreprises et de la société pour permettre la conciliation vie personnelle, familiale et professionnelle pour tou.te.s.

La participation accrue au marché du travail, en tant que critère d'émancipation, est-elle réellement le signe (cause ou effet) d'un changement des rapports de genre ? D'une meilleure qualité d'insertion dans le monde professionnel ? A quelles conditions, la parité confère-t-elle aux femmes une visibilité accrue dans la sphère publique ?

Mondialisation et évolution technologique ont fait émerger des aspirations à plus de liberté, de santé et de citoyenneté, renforçant la confrontation des cultures qui bouscule les traditions et le modèle patriarcal. Attention toutefois à une généralisation abusive et aux stéréotypes qui opposeraient sociétés traditionnelles vouées à l'immobilisme et sociétés d'accueil modernes et émancipatrices. Face au double mouvement contemporain de repli sur soi et d'ouverture au monde, les situations varient selon les générations de femmes, leur parcours migratoire et leur origine culturelle. Elles résultent surtout de la superposition de différentes formes de discrimination non seulement liées au genre mais aussi de classe et de race.

Dans le contexte du travail moderne où l'informatique et la technologie prennent de plus en plus de place, et où les femmes ne sont pas attendues, comment s'accommodent-elles des discriminations, reléguées dans des emplois précaires du secteur des services à la personne qui permet à d'autres femmes de s'émanciper ? Et quid de l'exclusion ou de la dépendance tenant à la langue dans des démarches administratives rendues plus difficiles avec le développement de l'internet ? La création d'activité vers laquelle les femmes - mais aussi des hommes rejetés du marché du travail - se tournent, apporte-t-elle la souplesse attendue dans la gestion des temps sociaux et est-elle aussi libératrice qu'on le dit ?

A l'aube de ses cinquante ans, le GRDR n'aurait-il pas à se saisir de ces réflexions y compris en interne ? Certes, il n'y a eu qu'une seule femme présidente depuis la création du Grdr. Mais de plus en plus de femmes occupent des postes à responsabilités. Comment aller encore plus loin, notamment au niveau des COS et de la diversité au CA ? Cette question apparaît essentielle, dans la mesure où on ne peut pas porter un discours sans l'appliquer avant tout à soi-même...



Nous souhaitons tout d'abord rendre hommage à Samba Sylla, qui nous a quittés le 26 mars dernier. Fortement reconnu et estimé par la diaspora, il a durant vingt ans fait partie de ceux qui ont incarné le projet associatif du Grdr. Notre Conseil d'Administration ainsi que toute notre équipe présentent leurs plus sincères condoléances à sa famille, ainsi qu'à ses compagnons de route.

Ces derniers mois, plusieurs manifestations furent organisées à l'occasion du cinquantenaire du Grdr :

Le 23 mars, le Grdr fêtait son cinquantenaire conjointement avec les 10 ans de la FADERMA. Après une projection « *Territoires en devenir : le bassin du fleuve Sénégal au cœur des échanges sahéliens et ouest-africains* », une table ronde traitait de l'intergénérationnel et de la relève de la jeunesse au sein de la diaspora. De nombreux jeunes se sont ensuite exprimés durant le temps de débat.

Le 29 mars était organisé forum « **Les enjeux du "vivre ensemble" : Trajectoires migratoires et Insertion socioprofessionnelle** ». En premier temps avait lieu une plénière sur *l'action publique, les trajectoires migrantes et pratiques inspirantes*, puis des portraits vidéo furent projetés. Le Forum a ensuite laissé place à la rencontre avec des acteurs participant à l'amélioration de l'insertion des migrants, et à un village d'initiatives citoyennes.

Le 6 avril, en collaboration avec le RAME : Une projection concernant les activités menées en Mauritanie fut suivie de deux tables rondes au sujet de l'importance de la diaspora dans le développement, et des pratiques et les innovations en matière de co-développement local.

Le 18 avril : une journée d'échanges sur les enjeux liés au vieillissement et à l'accès aux droits des immigré.e.s âgé.e.s. Cette journée fut composée de plusieurs tables rondes, de projections, de témoignages et de nombreux débats. Elle s'est clôturée par une conférence théâtralisée de Gérard Noiriél.

Le 4 mai, le Grdr et la CADERKAF, ont invité Bakary Traore, spécialiste des questions géopolitiques au Sahel, à intervenir au sujet du rôle de la diaspora dans la recherche de la paix au Mali.

En parallèle des 50 ans, l'équipe du Grdr prépare **l'Assemblée Générale du 22 juin** : celle-ci aura lieu 09h30 à 13h, à la Cité des métiers, de la Cité des Sciences et de l'Industrie 30 avenue Corentin Cariou, Salle Carrefour numérique.



AVANT-PROPOS

Ce numéro 26 de l'Envol des Cigognes tente d'aborder la question du Genre au sein des activités du Grdr. Il traite successivement du contexte de notre action (page 3). Le focus genre débute ensuite par l'interview d'une élue Mauritanienne (pages 4-5). Est ensuite abordée la thématique du **genre dans le Bassin du Fleuve Sénégal** (pages 6-7) puis en **France** (pages 8-9). Il nous est également paru pertinent d'aborder la question du **genre au sein même du Grdr** (page 10). Des repères pour poursuivre la réflexion sont proposés dans la rubrique « **Lu-vu-entendu** » (page 15). Pour finir, **le programme des festivités pour les 50 ans du Grdr** est disponible en page 16.

LE CONTEXTE DE NOTRE ACTION

D'après la note de la direction exécutive au Conseil d'Administration n° 5 – 2019

- **La Mauritanie se prépare à la prochaine élection présidentielle** qui aura lieu en juin prochain. Les dépôts de candidature sont désormais clôturés et 5 candidats sont en lice. Il faut s'attendre à ce que la mise en œuvre de nos actions soit ralentie par la campagne présidentielle.

Sur le plan sécuritaire, la Mauritanie et le Sénégal ont mis en place un dispositif de sécurisation de leur frontière commune par le biais de patrouilles conjointes des deux côtés du fleuve Sénégal. Cette coordination vise à lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. De même, du côté de sa frontière avec le Mali, la Mauritanie continue de renforcer son dispositif.

- **Au Sénégal, le Président Macky Sall, tout juste réélu, a engagé le pays dans une réforme des institutions.** La mesure phare consiste à supprimer la fonction de 1^{er} Ministre et d'établir un régime de type présidentiel. Les élections locales sénégalaises, initialement prévues pour le 23 juin 2019, ont été reportées au 1er décembre 2019.

- **En Guinée-Bissau, un nouveau blocage institutionnel est apparu** à la suite des élections législatives du 10 mars dernier. Le nouveau gouvernement n'a toujours pas été nommé.

- **Au Mali, un nouveau degré a été atteint dans les conflits inter-ethniques** qui se profilent dans le centre du pays, désormais épicentre de la crise.

Le 10 avril une conférence régionale sur les risques et dangers de la migration irrégulière a été organisée par le Ministère des Maliens de l'extérieur et de l'Intégration africaine.

La présidente de la région Ile-de-France était en visite officielle au Mali le 11 avril à Bamako où elle a rencontré les acteurs de la région de Kayes.

- **En Algérie, l'énorme mobilisation populaire et pacifique, qui se réunit tous les vendredis**, a obtenu le retrait de la candidature et la démission du Président Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis 1999! Ce retrait de la vie politique n'a pas mis fin aux manifestations, puisque celles-ci se sont poursuivies afin d'obtenir la chute de tout le système.

- **En France, l'actualité politique est marquée par les élections pour le Parlement européen (à un seul tour) qui se sont tenues le 26 mai, ainsi que dans la plupart des pays européens.** Les résultats ont donné l'avantage au Rassemblement National (ex FN) qui devance le parti du Président de peu, mais avec un pourcentage de voix inférieur à celui obtenu en 2014. Les Verts font un bon score, la gauche, divisée, a peu d'élus.

- **Au niveau européen, le nouveau Parlement** enregistre un recul des deux grands partis (droite du PPE et Sociaux-démocrates) qui se partageaient le pouvoir jusque-là et qui devront chercher désormais des alliances avec d'autres forces politiques. Par ailleurs, on constate la montée de l'extrême droite dans presque tous les pays, mais aussi celle des Verts presque partout. Le Parlement devra donc fonctionner par jeux d'alliances selon les thèmes. Dans cette nouvelle situation, on peut s'attendre au renforcement des restrictions concernant la circulation des migrants.

- **En Tunisie, les élections présidentielles ont été décalées d'une semaine, au 17 novembre 2019.** Le président tunisien, Béji Caïd Essebsi, a annoncé ne pas vouloir se représenter.

HAJIRATOU BA, MILITANTE POUR LES DROITS DES FEMMES MAURITANIENNES

Entretien réalisé par Cécile de Rouville, membre du Grdr

Hajiratou Bâ, 47 ans, vit à Sélibaby, capitale régionale du Guidimakha. Elle a créé en 2004 l'Association des Femmes pour le Leadership en Mauritanie. Éluë deuxième adjointe au maire de Sélibaby en 2001 puis maire de la Commune de Gouraye (Guidimakha) en 2013, sa force et son énergie font l'admiration de tous.



Hajiratou Bâ (3^{ème} en partant de la gauche, en bleu) lors du festival transfrontalier organisé par le Grdr dans la ville de Gouraye dont elle était alors la Maire – photo prise le 29 janvier 2017

Grdr : La Mauritanie est un pays qui a la réputation d'être assez conservateur et il n'est sans doute pas facile pour une femme d'accéder à une fonction politique. Adolescente ou même plus jeune, aviez-vous déjà un esprit de leadership ?

Hajiratou Bâ (rires) : Mon esprit de leadership est venu du fait que petite, j'étais la seule fille parmi des garçons. Nous vivions dans une famille élargie. Il y avait trois garçons plus âgés que moi. J'étais la seule fille de mon père et de mes oncles - frères de mon père. Je ne pouvais donc jouer qu'avec des garçons. Il fallait montrer sa force pour pouvoir émerger. J'étais un peu un « garçon manqué ». C'est de là que j'ai tiré cette force et cette énergie que l'on remarque chez moi.

C'est vrai qu'en Afrique les gens sont conservateurs, mais n'oubliez pas qu'on évolue dans des associations depuis notre jeune âge. Lors des périodes de fête, les enfants de la même classe d'âge et de même sexe, dès 3-4 ans, vont ensemble dire bonjour aux familles et on leur donne à manger. Petite, je m'imposais pour être le chef du groupe.

En 2001, à 29 ans, vous avez été élue deuxième adjointe au Maire de la commune de Sélibaby. Comment ça s'est passé ?

En 2001, j'étais membre d'un parti politique d'opposition, l'AC - « Action pour le Changement » - comme mon père. A cette époque c'était beaucoup plus difficile pour une femme d'être élue maire. Quand j'ai été élue, il n'y avait qu'une seule femme maire en Mauritanie - dans la commune de Tévragh-Zeina à Nouakchott. Dans la vallée du fleuve, j'étais la seule femme membre d'un bureau municipal.

Pour être élue, ça a été une vraie péripétie ! Je me suis imposée d'abord pour être membre du bureau politique de l'AC en tant que représentante des femmes. Quand ils ont fait la liste de l'AC de Sélibaby, sur laquelle j'étais la seule femme, ils m'ont mis au 16^e ou 17^e rang. J'ai dit « Non, si je ne suis pas parmi les trois premiers sur la liste, je ne pars pas avec vous aux élections ». On m'a donc mise 3^e sur la liste. Il y avait deux partis en lice, le mien et un autre parti. A l'issue des élections du conseil municipal, notre parti avait 10 conseillers, l'autre parti en avait 9. Maintenant il fallait négocier pour avoir un poste d'adjoint au Maire. Il y avait 5 adjoints à élire. J'étais la seule femme parmi les 10 conseillers élus de mon

¹ Hajiratou Bâ (au milieu) lors du festival transfrontalier organisé par le Grdr dans la ville de Gouraye dont elle est la Maire

parti. On ne voulait pas de moi en tant qu'adjointe, parce que j'étais jeune et que j'étais une femme. Finalement, j'ai failli être la première adjointe –j'étais ex-aequo avec les deux autres adjoints - mais c'est mon âge qui m'en a empêché. Je n'avais que 29 ans.

De 2013 à 2018, vous avez été Maire de la commune de Gouraye (Moughataa du Guidimakha). Pendant votre mandat, quelles ont été vos priorités ?

C'est à la demande de la population de la commune d'origine de ma mère, Gouraye, que je me suis présentée comme maire. Mon objectif était de relever trois défis qui concernent directement la femme : améliorer l'accès à l'eau potable, augmenter le nombre d'écoles, implanter de nouveaux postes de santé. Ces objectifs n'ont pas été faciles à atteindre. Par exemple, quand j'allais voir un ministre, il me prenait rarement au sérieux. J'ai ainsi dû me battre bec et ongles pour faire bénéficier ma commune d'un projet de l'État.

Pensez-vous que les mentalités ont évolué depuis l'époque où vous étiez deuxième adjointe au Maire de Sélibaby et est-ce qu'aujourd'hui en Mauritanie la participation des femmes à la vie politique est mieux acceptée ?

Même aujourd'hui ce n'est pas du tout facile. Les femmes attendent toujours que les hommes viennent les chercher pour les mettre sur une liste. Par exemple, cette année, je ne me suis pas présentée aux élections municipales et il n'y a aucune femme maire au Guidimakha. Moi je m'étais présentée pour être députée car je me suis dit qu'il y avait des lois concernant les femmes qu'il fallait défendre au Parlement. J'ai été jusqu'au deuxième tour mais je n'ai pas été élue. Aujourd'hui quand même il y a des quotas pour la participation des femmes à la vie politique. Depuis 2006, la loi exige que sur toute liste électorale il y ait au minimum 20 % de femmes. Pour la députation il y a une discrimination positive, car la loi exige également que chaque parti présente une liste uniquement de femmes qu'on fait élire au niveau national. Actuellement dans le gouvernement, il y a plusieurs femmes ministres : ministre du développement rural, ministre du commerce, ministre de la jeunesse, ministre de l'éducation nationale, ministre des affaires sociales, ce sont des femmes. Dans le passé, elles n'avaient droit qu'au ministère de la condition féminine !

Aujourd'hui, comment voyez-vous la question de l'égalité homme-femme en Mauritanie ?

Moi je ne dirais pas « égalité », je dirais plutôt « parité ». Vu notre religion je ne pense même pas à l'égalité, mais il faut donner la place qu'il faut à la femme. Il faut arrêter de la manipuler, je le dis même à mes amies. Dans nos coutumes, dès qu'une fille a 2-3 ans on commence à lui dire : « Tu es la promise en mariage d'un tel ». C'est ce qui décourage nos filles, ce qui les empêche d'étudier. Car à force d'entendre qu'elles sont la promise d'un tel, elles se disent : « La famille c'est l'homme qui doit la porter, alors à quoi ça sert de faire des études ? ». Moi le message que j'ai pour toutes les femmes c'est : « Laissez vos filles étudier et aidez-les à être indépendantes. Ne promettez jamais vos filles en mariage avant qu'elles ne soient capables de se prendre en charge. Une femme qui est mariée doit être en mesure de dire à son mari : « Voilà ma participation pour la ration quotidienne ».

Ici, en Mauritanie, les gens croient que c'est seulement les hommes qui empêchent l'émancipation des femmes. Mais la femme a aussi une grande part de responsabilité : je peux vous confirmer que plus de 80 % des femmes salariées, des femmes fonctionnaires notamment, ne mettent pas une seule ouguiya (*devise mauritanienne*) dans le fonctionnement de la maison. Qu'est-ce qu'elles font avec leur argent ? Elles s'achètent de l'or, des jolis boubous et c'est fini, même si la famille n'a rien à se mettre sous la dent ; elles disent que ce n'est pas leur responsabilité, c'est celle de leur mari. Après cela, comment veux-tu qu'il te respecte ?

Mais pourtant, dans la coutume traditionnelle, chez les agriculteurs Soninké ou chez les éleveurs Peuls, les femmes ont une certaine indépendance économique et participent à l'entretien de la famille.

C'est ce que j'ai l'habitude de dire : en Afrique, dans les villages, les femmes ont toujours participé à l'entretien de la famille, d'une manière ou d'une autre. Dans les familles d'agriculteurs, le mari amène du mil et la femme fournit la sauce ; chez les éleveurs peuls, c'est la femme qui fait la transformation du lait et qui l'échange contre d'autres produits pour pouvoir nourrir la famille. Mais ça c'est la coutume traditionnelle.

En ville, en Mauritanie, beaucoup de femmes travaillent dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et quand elles ont de l'argent liquide elles ne mettent rien pour l'entretien de la famille ou bien très peu. Même si une femme est propriétaire d'une maison, elle va mettre la maison en location. Ce n'est pas du tout bien vu qu'un homme aille vivre dans une maison appartenant à sa femme. L'homme se sentirait rabaissé. Mais pourquoi la femme ne se sentirait-elle pas rabaissée si elle vit dans la maison de son mari ! (*rires*)

LE GENRE DANS LA VALLÉE DU FLEUVE SENEGAL

Par Elisabeth Muller, membre du Conseil d'Administration



Le constat est unanimement partagé : les femmes sont les premières victimes de la pauvreté et du sous-développement. Les causes sont bien connues : le poids des traditions d'une société patriarcale, l'analphabétisme et la sous-scolarisation des filles, les mariages précoces, les violences faites aux femmes, les tâches ménagères et le travail domestique écrasants, les difficultés d'accès à la propriété de la terre, les droits bafoués... Pourtant, les femmes tiennent un rôle central dans la société, et donc dans le développement. Elles se situent en effet au carrefour entre la sphère économique et la sphère domestique, tenant à la fois des rôles de travailleuses, nourricières, éducatrices, ...

Former les femmes leaders

Le Grdr se préoccupe aussi de former des femmes leaders, car si les femmes représentent 50% de la population et 70% de la main d'œuvre agricole, celles-ci sont sous représentées dans les instances de décision aussi bien au niveau local (24,10% pour la région de Kayes au Mali) qu'au niveau national. Et pourtant, c'est déjà un progrès par rapport aux années antérieures. Dans cette région, le projet « promotion de la représentation de la participation des femmes rurales à la prise de décision locale », s'est efforcé en 2012-2013 de dénouer les freins à la représentation féminine à travers la formation des femmes : comment se présenter en public ? Comment vaincre sa peur ? Comment asseoir sa légitimité ? Qu'est-ce que le plaidoyer ? Comment unir les forces pour agir ? Même avec un taux élevé de femmes dans les instances décisionnelles, si elles ne sont pas en capacité de faire entendre leur voix, cela ne sert à rien, voire est contre-

Le développement doit donc être pour et par les femmes, et il est ainsi important de définir comment les projets tiennent compte de cette thématique transversale.

Dans la vallée du fleuve Sénégal, de nombreux programmes soutiennent prioritairement les activités économiques portées par des groupements féminins (par exemple en ce qui concerne les activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles). L'idée est de contribuer à ce que les femmes vivant en milieu rural puissent affirmer leur autonomie et contribuer aux besoins de leur famille.

productif si elles se soumettent et se laissent instrumentaliser. Les actions ayant le plus d'impact sur leur quotidien ont été identifiées. Pour démultiplier les impacts du projet, plusieurs émissions radiophoniques ont été réalisées. Les femmes accompagnées ont pu témoigner en direct sur les ondes. Lors des temps forts du projet, les différents événements ont été relatés dans la presse locale ou nationale. De plus, une charte a été signée par les 9 communes concernées à travers laquelle les signataires s'engageaient à améliorer la scolarisation des jeunes filles, à impliquer les organisations féminines dans tous les investissements qui concernent la santé, l'éducation, l'hygiène, l'accès à l'eau, l'élaboration des plans de développement communaux et à soutenir des activités génératrices de revenus pour les groupements féminins.



Les outils du numérique au service de la formation des femmes

Une autre approche originale du Grdr s'est manifestée à travers le projet d' « inclusion des femmes et des jeunes dans la planification et la gouvernance locale par les TIC (technologies de l'information et de la communication) » actuellement en cours d'exécution dans la région de Kayes. Ce projet concerne les femmes et les jeunes, mais nous ne nous intéresserons ici qu'aux problématiques de genre. Les espaces politiques où se décident les orientations stratégiques et les planifications sont peu ouverts aux femmes. Dans ce contexte, le numérique est un outil qui peut jouer un rôle décisif pour faire bouger les lignes et contribuer à l'égalité d'accès ainsi qu'à la prise en compte du genre dans les planifications locales et dans les politiques nationales. Il s'agira d'alphabétiser les femmes à travers des outils numériques afin de familiariser ces dernières et d'élargir le nombre des utilisatrices de ces outils. De même, les membres des Organisations de la Société Civile (OSC) de femmes et les élues seront formées à appréhender les enjeux de la gouvernance associative et à exercer un véritable contrôle citoyen de l'action publique à travers les applications *MonElu* et *Xensa* qui permettent de participer à l'élaboration des plans d'actions prioritaires, de les suivre, d'évaluer leur mise en œuvre et de demander des comptes aux élus.

Au Sénégal, une sensibilisation sur les mutilations génitales féminines

A Bakel, des séances de sensibilisation ont été organisées dans les écoles afin d'informer et de sensibiliser les communautés sur les effets néfastes des mutilations génitales. Par ailleurs un forum regroupant tous les acteurs d'une communauté a été organisé en collaboration avec les parajuristes, le tribunal départemental et le district sanitaire pour sensibiliser la population sur les conséquences médicales et judiciaires causées par les actions des mutilations génitales féminines.

En Mauritanie, les femmes ont « voix au chapitre »

Djenaba Touré, présidente de l'association « Je m'engage ! », partenaire du Grdr, organise chaque année un festival international de femmes intitulé « femmes, voix au chapitre ». Des femmes du Sahel et du Sahara témoignent, même de manière anonyme, en soixante secondes, de leur expérience de femme. Les témoignages sont diffusés à travers une foire itinérante. Elles parlent de leur vécu, dénoncent les préjugés. En 2019, l'idée est d'impliquer les hommes sans la collaboration desquels la condition des femmes ne peut pas évoluer, et leur permettre de s'exprimer aussi.

GENRE ET PARTICIPATION EN FRANCE

Par Bernadette Thomas, membre du Conseil d'Administration



De l'égalité formelle à l'égalité réelle

Grâce à 50 ans d'histoire de luttes sociales pour l'égalité entre les sexes, la France s'est dotée d'un ensemble de lois pour permettre une répartition plus équitable des rôles entre femmes et hommes. Or cette égalité de principe (égalité salariale, parité en politique, équité en parentalité), peine à se traduire dans les faits, elle n'a pas renversé les rapports de pouvoir et ne bénéficie pas à tou.te.s. Des préjugés continuent de freiner l'accès des femmes à certains métiers et à certaines fonctions et de les cantonner dans des emplois, aux statuts précaires situés dans la continuité de leurs rôles sociaux, de mères et d'épouses. Au sein même de la population féminine immigrée, des différences de mentalité et de comportement traduisent le fait que travailler n'a pas la même portée s'il s'agit de se procurer un revenu indispensable ou de se libérer de la dépendance.

Déconstruire les représentations sociales

Le contexte culturel de la société d'origine influe sur la capacité d'adaptation en France. Alors qu'en Afrique du nord la pression sociale exercée sur les femmes pour rester au foyer est forte, les femmes contribuent, dans d'autres contextes culturels, à subvenir aux besoins du foyer par une activité professionnelle (Afrique centrale) ou par une activité informelle comme les ressortissantes du bassin du fleuve Sénégal, habituées aux responsabilités dans le cadre de la gestion domestique ou de la gestion collective de fonds dont elles sont réceptrices. Pour ôter les préjugés, il suffit de regarder non seulement les statistiques de leur participation au marché du travail mais aussi comment leur volonté d'émancipation se manifeste lorsqu'elles se lancent dans des initiatives associatives ou tentent de sortir du salariat en créant leur emploi.

Le club « Entreprendre au féminin »

par Bintou Ndaw, chargée de mission

Le Grdr a créé à Paris ce club destiné à des femmes immigrées qui ont besoin de compétences pour réaliser un projet collectif ou individuel. 12 personnes en moyenne se retrouvent chaque mois à la Cité des métiers pour échanger et trouver des solutions à leurs problèmes. Le club fonctionne comme un groupe de parole où elles peuvent évoquer des problématiques personnelles, partager leurs difficultés, faire le point entre elles sur leur projet, s'entraider et bénéficier d'un réseau dans un contexte favorable (pas de jugement, bienveillance, tout le monde se préoccupe de l'autre et apporte des bribes de solution). Certaines vont ensuite plus loin en participant à des formations ponctuelles ciblées (formation à la gestion, à la recherche de financement, ...) organisées en appui aux initiatives féminines par le Grdr ou des associations partenaires. Le dispositif a ensuite été dupliqué à Rouen mais avec un public plus mélangé et donc une problématique moins centrée sur l'intégration.

Hétérogénéité des parcours et des attentes

L'histoire de vie des participantes du Club « Entreprendre au féminin » est éclairante. La plupart sont des mamans arrivées dans les années 1980 qui ont eu des vies dures à élever les enfants dans les cités. A la quarantaine, libérées de cette charge, elles veulent réaliser leur rêve mis en sourdine de s'engager dans des responsabilités collectives. Elles ont l'habitude des responsabilités familiales et ont beaucoup d'idées et de dynamisme.

D'autres sont nées ici et après avoir travaillé durant des années, elles veulent créer leur boîte et sortir du salariat pour des raisons de santé, ou car elles n'ont plus d'emploi ou se retrouvent en reconversion. Pour elles, c'est plus une question de revenu que de création d'entreprise. Elles veulent aussi voir des changements dans le domaine de la parentalité. Certaines cherchent une aide pour formaliser une activité informelle.

De plus en plus, arrivent au club des jeunes femmes migrantes d'une trentaine d'années, plutôt diplômées (bac+3) qui ne trouvent que des emplois où elles sont déqualifiées ou qui ont des problèmes de diplôme pour travailler (durée pour les faire reconnaître ou pour reprendre des études). Ces nouvelles arrivées n'ont pas les problèmes de parentalité, elles veulent davantage réussir pour soi.

Des difficultés d'accès aux droits

Les femmes sont les premières à souffrir des lourdeurs administratives et de la discrimination ethnique subie en tant qu'immigré.e.s car elles portent des charges familiales plus lourdes que les hommes. Elles sont confrontées au quotidien avec les problèmes multiples liés à la logistique du foyer (logement, santé, école, ...) qui se complexifient avec l'arrivée de la e-administration. Il en va de même pour faire valoir leurs droits lorsqu'elles sont dans la précarité de l'emploi (temps partiel, cumul d'emplois, horaires atypiques). Certaines se lancent dans la création d'activité, or les problèmes familiaux sont encore plus difficiles à gérer dans le cas d'un travail indépendant aux revenus incertains et plus chronophage que le salariat. Dans la mise en place de ses actions, le Grdr est attentif à leur offrir un contexte de sociabilité où elles se sentent à l'aise, ce qui permet à celles qui sont en difficulté avec la langue de s'exprimer et de parvenir à lever des freins.

L'insertion sociale des femmes immigrées dans les quartiers de Lille Métropole

par Mathilde Chassot, trésorière

L'antenne Hauts-de-France du Grdr anime depuis 2015 un projet contribuant à l'insertion sociale des femmes immigrées dans trois quartiers de la métropole lilloise.

Des ateliers collectifs d'échanges organisés par le Grdr permettent aux femmes immigrées qui y participent de mieux comprendre les codes, fonctionnements et démarches de la société française, notamment sur les questions liées au logement, à la santé, aux droits des femmes, à l'école... D'autre part, le Grdr propose un appui aux professionnels et bénévoles de l'accompagnement socio-sanitaire en animant des journées de formation et des groupes de travail sur l'approche interculturelle.

Suite aux besoins et questionnements de ces femmes et professionnels, le Grdr a réalisé une étude, de janvier à juin 2018 afin d'approfondir les réflexions initiées et de mieux comprendre les difficultés des femmes immigrées en termes d'accès aux soins. Cette étude examine les obstacles sur le parcours de soin de femmes immigrées de la métropole lilloise : <https://grdr.org/L-etude-sur-les-parcours-de-soins-des-femmes-immigrees-dans-la-metropole>

Une autre étude a été menée dans le cadre de ce projet sur l'engagement associatif des femmes immigrées, à consulter ici : https://grdr.org/IMG/pdf/etude_engagements_femmes-3.pdf

ET L'APPROCHE GENRE EN INTERNE AU GRDR ?

Par Aurélie Cerisot, coordinatrice du Groupe Initiatives

Institutionnaliser l'approche genre dans une organisation signifie la prendre en compte de manière systématique et transversale, **c'est-à-dire dans toutes les activités de l'organisation** (programmes, plaidoyer, communication, relations partenariales, etc.) **ainsi que dans sa structure interne** (gouvernance, procédures et pratiques), à tous les niveaux, et par l'ensemble des collaborateurs, administrateur-trices, salarié-es, et des partenaires. Elle vise à promouvoir l'égalité de genre, c'est-à-dire une distribution et un usage équitable du pouvoir, entre les femmes et les hommes **au sein de la structure et à travers ses projets et programmes de coopération**. Atteindre cette institutionnalisation du genre **implique une transformation interne profonde de l'organisation**.

Pourtant, lorsque l'on parle d'intégrer le genre au sein de son organisation, le premier réflexe est de s'intéresser à l'intégration dans les projets sans remettre en cause la structure, le fonctionnement et la culture interne². **Or la transformation interne est un préalable indispensable à au moins 4 titres :**

Une question de responsabilité :

Les organisations ne sont pas neutres en termes de genre. Elles reflètent et reproduisent, voire renforcent, à leur échelle les rôles et les relations/rapports sociaux de genre de leur environnement, de la société. En tant qu'organisations sociales, les associations, et les ONG en particulier, n'échappent pas à cette reproduction des normes sociales et culturelles.

Compte tenu de leur objet social, mais aussi d'un point de vue légal, elles doivent donc s'assurer que les droits de tous et toutes soient respectés et mettre en place des politiques et des actions de lutte contre les discriminations liées au genre, mais aussi à la race, à la classe, au handicap, à l'âge, etc.

Une question de cohérence :

Il s'agit d'un équilibre entre ce que l'organisation prône à l'extérieur (aussi bien dans son action opérationnelle que dans celle de plaidoyer pour promouvoir au niveau international l'égalité de genre), et ses pratiques internes (les femmes nombreuses dans le milieu associatif sont confrontées à des discriminations en interne). En accord avec la vision et les missions des organisations, justice et transformation sociale doivent d'abord s'appliquer en interne, au sein de leurs institutions.

² Plusieurs raisons à cela : la pression des bailleurs pour que les OSC intègrent le genre se fait principalement à travers les projets, le manque de portage politique, la crainte des personnes qui poussent ces enjeux de voir leurs propositions rejetées, le manque de sensibilisation et de formation, l'ethnocentrisme et l'androcentrisme, etc.

Une question de légitimité :

Quelle est la légitimité d'une ONG prescrivant à des organisations / partenaires / groupes de transformer leurs modes d'organisation, de fonctionnement et d'action, alors qu'elle-même n'a pas entrepris ce travail de transformation au préalable ?

La transformation organisationnelle comme moyen de transformation sociétale

Le caractère sexué des organisations se reflète dans leur mode d'organisation, leur fonctionnement, leurs procédures, leurs méthodes et outils, leur culture organisationnelle, et impacte leurs activités et services extérieurs, c'est-à-dire leurs programmes, leur plaidoyer, leur communication. Leurs actions sont marquées par leurs propres visions de la société, leurs valeurs, leurs préjugés, leurs représentations, etc. Institutionnaliser l'approche genre permet d'éveiller les consciences en interne, de remettre en cause l'androcentrisme et l'ethnocentrisme, et par suite lui donner une réelle place, au-delà des discours et des bonnes intentions, dans les politiques et les actions pour une transformation sociale durable vers plus de justice et d'équité.



LU, VU ET ENTENDU

Par Aurélie Cerisot, coordinatrice du Groupe Initiatives

Etat des lieux :

- **Coordination SUD, État des lieux de l'intégration du genre dans les organisations françaises de solidarité internationale**, Paris, décembre 2016.
<http://www.coordinationsud.org/document-ressource/etude-etat-lieux-de-lintegration-genre-organisations-francaises-de-solidarite-internationale/>
- **TCHERNONOG Viviane, PROUTEAU Lionel, Le paysage associatif français**, 9 mai 2019.

Genre et développement :

- **Collection Les essentiels du Genre de l'association Le Monde selon les femmes, Bruxelles**. Des numéros thématiques construits sur base d'une pratique de terrain et d'une expertise depuis plus de 20 ans au sein de L'ONG le Monde selon les femmes.



- **LEROY Aurélie (dir.), « État des résistances dans le Sud. Mouvements de femmes »**, Alternatives Sud, vol. XXII – 2015 n°4

- De la complexité de la pensée féministe, et des combats qui en découlent. Les mouvements de femmes dans le Sud, au cœur de cette édition d'État des résistances, attirent l'attention sur le caractère ancré et local des luttes pour l'émancipation et sur l'exigence d'un agenda féministe qui soit adapté à leurs situations spécifiques.



- **LEROY Aurélie (dir.), « De l'usage du Genre. Points de vue du Sud »**, Alternatives Sud, vol. XXV – 2018 n°2p. Le genre n'est pas un concept éthéré, délié des contextes de son émergence ou de son importation. Il est ouvertement politique, pour le meilleur et quelque fois pour le pire. Conçu comme un outil d'analyse critique, il a dénaturisé et révélé le caractère socialement construit de l'ordre traditionnel des sexes, ouvrant de nouvelles voies aux luttes des femmes.



Le succès de la notion a néanmoins un prix, celui de sa reprise par des acteurs dominants, dont beaucoup l'ont réduite à un outil technocratique de gestion et plus encore, de contrôle social et de pouvoir.

- **Revue Cahiers genre et développement, Paris : L'Harmattan**, notamment le 1^{er} numéro **VERSHUUR Christine et BISILLAT Jeanne (dir.), « Le genre : un outil nécessaire. Introduction à la problématique »**, fév. 2000, 264 p. La revue s'attache à montrer combien la notion de genre est indispensable pour pouvoir comprendre comment est structurée notre réalité. Le rôle des femmes dans l'économie prend une place croissante avec la libéralisation économique. Il apparaît également que le travail de reproduction au sein de nos sociétés s'appuie de manière plus lourde sur les femmes, d'une part parce que le néo-libéralisme tend à supprimer toute intervention publique dans ces secteurs et d'autre part parce que la division sexuelle du travail dans les ménages est rarement remise en question.

- **VARIN Viviana (dir.), « Féminismes ! Maillons forts du changement social »**, Passerelle, n°17 06/2017, Paris : Ritimo et Coredem, 194 p.

- **Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest** ; OCDE 4 avril 2019.



Égalité professionnelle :

- **Union Des Employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (UDES), L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'ESS**. 12 fiches pratiques pour passer de la conviction à l'action, Paris, mai 2016.

Genre et organisation :

- **Armelle Barré, et al., Vivre le genre ! 9 fiches pratiques pour faire progresser l'égalité de genre**, AF3E, Paris : Repères sur..., décembre 2018, 64 p. Ces fiches s'organisent autour de 3 thèmes :
 - l'institutionnalisation de l'approche genre et de son ancrage dans les organisations ;
 - l'intégration de l'approche genre dans les partenariats ;
 - les relations interpersonnelles, dans un contexte où le niveau de conviction et d'engagement « pro-genre » est très variable.



LES 50 ANS DU GRDR : LE PROGRAMME DES FESTIVITES 2019



LE 15 JUIN

Journée festive pour valoriser les migrations

Avec un village associatif, un défilé de mode, un village associatif et artisanal, des animations et concerts, des stands de restauration... à 17h Au Café La Pêche, rue Pépin à Montreuil.

Pour voir le programme détaillé : <https://grdr.org/50-ANS-DU-GRDR-ON-EST-ENSEMBLE>

LE 29 JUIN

Forum « les migrations font bouger le monde »

Avec des conférences, parcours d'animation et un thé palabres sur le rôle des diasporas dans le développement. De 9h30 à 22h à la Maison de l'Économie Sociale et Solidaire, Boulevard Painlevé à Lille.

Pour plus d'informations : <https://grdr.org/Forum-Les-Migrations-font-bouger-le-Monde>

NOVEMBRE

Conférence sur le thème des migrations à Montreuil.

DEBUT DECEMBRE

Festival transfrontalier à Diogountouro en Mauritanie.

DECEMBRE

Festival transfrontalier en Guinée Bissau.